

Education : Gabriel Attal, coupable idéal des insoumis

Les mélenchonistes sont opposés aux projets du nouveau ministre, accusé de vouloir « privatiser » l'Education nationale **Page 3**

De l'interdiction de l'abaya à la réforme du lycée professionnel, les mélenchonistes sont très opposés au projet éducatif du nouveau ministre, accusé de vouloir « privatiser » l'Education nationale

Gabriel Attal, nouveau coupable idéal des insoumis

Conseil de discipline

Hier, lors de leur conférence de presse hebdomadaire, les élus de La France insoumise s'en sont pris à Gabriel Attal et sa décision d'interdire le port de l'abaya pour garantir la laïcité à l'école. Ils ont présenté une proposition de loi censée répondre aux urgences de la rentrée scolaire marquée, une nouvelle fois, par les difficultés de recrutement et le recours aux professeurs contractuels.

Antoine Oberdorff

C'EST DEVENU UN RITUEL DE RENTRÉE pour les députés de La France Insoumise. D'abord, attendre la promesse du ministre de l'Education en poste, quelle que soit son inclination politique – « il y aura un professeur devant chaque classe ». Puis, à l'approche de la reprise des cours, dresser le constat que le compte n'y est pas : ils étaient 4 000 enseignants à manquer à l'appel lors de la première et dernière rentrée de Pap Ndiaye en 2022, ils sont cette année 3 000 à être absents des salles de classe à la mi-septembre. Le moment choisi par Paul Vannier, le « monsieur éducatif » de LFI, pour crier au « mensonge gouvernemental » et dégainer une contre-proposition de loi sur la base du programme présidentiel de Jean-Luc Mélenchon.

Cette année, le député-professeur du Val-

d'Oise avait réservé un traitement tout particulier au nouveau ministre de l'Education nationale. La décision de Gabriel Attal d'interdire l'abaya, chaleureusement accueillie par LR, applaudie dans la foulée par Eric Zemmour, suffit à faire de lui une cible. « Gabriel Attal se rend dans un lycée public ? C'est bien, il inaugure la nouvelle saison de rendez-vous en terre inconnue », ironise Paul Vannier. L'attaque était toute trouvée : en plus d'avoir été le secrétaire d'Etat au Service national universel (SNU) de Jean-Michel Blanquer, le jeune macroniste est issu de l'Ecole alsacienne, institution privée du VI^e arrondissement de Paris.

« **Pseudo-laïcité** ». Avant son passage rue de Grenelle, Jean-Michel Blanquer avait précisé sa vision de l'école publique dans un livre. L'ancien patron de l'administration centrale de l'enseignement scolaire (la Dgesco) y disait sa préférence pour l'autonomie des chefs d'établissement dans le recrutement et l'évaluation de leurs équipes. Son projet éducatif ne pouvait que déplaire aux insoumis. Avec Gabriel Attal, c'est pire. « Comme son maître, il confond l'autorité et l'autoritarisme. Comme lui, il porte une vision entrepreneuriale de l'école. Sauf que l'un



maîtrisait son sujet, tandis que l'autre découvre le corps enseignant », griffe le député LFI de Paris, Rodrigo Arenas, ancien dirigeant de la FCPE, une des fédérations de parents d'élèves. A l'entendre, Gabriel Attal ne serait qu'une courroie de transmission d'un président de la République bien décidé à mener l'offensive dans son « domaine réservé ».

C'est bien Emmanuel Macron qui serait à la manœuvre pour imposer sa « vision liberticide et autoritaire d'une pseudo-laïcité », selon les insoumis. Le 23 septembre, ils défilent contre l'interdiction de l'abaya au milieu d'une foule dressée contre « les violences policières ». Mais, pour l'heure, le bataillon insoumis s'attèle aux urgences de l'école. Un professeur manque à l'appel dans près de la moitié des collèges et lycées (48%) du pays, selon le syndicat Snes-FSU. Ce n'est guère mieux pour les enfants en situation de handicap : « Seuls 27% d'entre eux ont bénéficié d'un accompagnement de plus de 12 heures en 2022 », rappelle la députée LFI Sarah Legrain, auparavant professeure de littérature.

« **Education populaire** ». Quiconque a lu le livret programmatique de Jean-Luc Mélenchon sur l'éducation ne sera pas surpris de la réponse apportée par le groupe LFI à cette situation alarmante. Il est question, entre autres, de gratuité des fournitures scolaires, des cantines et des transports, mais aussi des activités périscolaires. Des dépenses auxquelles s'ajoute la demande d'une revalorisation de 15% des enseignants. Une mesure chiffrée à – seulement – 25 millions d'euros par an par l'équipe de Jean-Luc Mélenchon en 2022.

Le prix à payer pour « sortir de la logique néo-libérale » et « renouer avec la gratuité de l'école », justifie Rodrigo Arenas. Depuis 2017, la conception insoumise de ce que devrait être l'Education nationale s'est développée en opposition au modèle macroniste. Qu'il s'agisse du « pacte » proposé aux enseignants volontaires en échange de meilleures rémunérations ou de la volonté de l'exécutif de réformer la formation des lycées professionnels pour l'adapter aux besoins des entreprises, les élus insoumis y voient le signe d'une volonté de « privatiser l'école ». Un « mépris de masse qui est aussi un mépris de classe », ajoute Alexis Corbière, vent debout contre la réduction du temps de cours dans les lycées professionnels qui concerne 621 000 jeunes, souvent issus des milieux populaires.

Dans le logiciel d'« éducation populaire » imaginé par Jean-Luc Mélenchon, une propo-

sition joue un rôle déterminant : le prérecrutement des enseignants dès la sortie du baccalauréat, puis au niveau licence, avec un statut de fonctionnaire-stagiaire. Cette mesure devait « permettre aux jeunes gens de tous milieux d'entrer dans des écoles professionnelles d'enseignement » sur le modèle des écoles normales d'antan, annonçait le candidat insoumis à *La Croix* lors de la dernière campagne présidentielle.

@A_Oberdorff 





SIPA PRESS

Le ministère de l'Education, **Gabriel Attal**, est attaqué par les Insoumis et notamment **Alexis Corbière**, député LFI de Seine-Saint-Denis.

